

5 juillet 2017  
Français  
Original: anglais\*

---

**Réunion des chefs des services chargés  
au plan national de la lutte contre le trafic  
illicite des drogues, Afrique**

Hurghada (Égypte), 18-22 septembre 2017

Point 8 de l'ordre du jour provisoire\*\*

**Organisation de la vingt-huitième Réunion des chefs  
des services chargés au plan national de la lutte  
contre le trafic illicite des drogues, Afrique**

**Organisation de la vingt-huitième Réunion des chefs des  
services chargés au plan national de la lutte contre le trafic  
illicite des drogues, Afrique**

**Note du Secrétariat**

1. Les représentants de pays dont le gouvernement souhaite accueillir la vingt-huitième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, ou une réunion ultérieure sont invités à en informer la vingt-septième Réunion. Cette information sera portée à l'attention de la Commission des stupéfiants à sa soixante et unième session, en 2018.
2. Le projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième Réunion est joint en annexe à la présente note.
3. Le point 4 du projet d'ordre du jour provisoire concerne l'état de l'application des recommandations adoptées à la vingt-sixième Réunion. Afin de faciliter la communication d'informations, un questionnaire portant sur les mesures prises par les gouvernements pour donner effet à ces recommandations sera joint à l'invitation à participer à la vingt-huitième Réunion.
4. À la quarantième session de la Commission des stupéfiants, il a été indiqué que les recommandations adoptées par les réunions de ses organes subsidiaires seraient inutiles si les États ne leur donnaient pas effet, au besoin par la promulgation d'une législation nationale. Les États représentés à la Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, sont instamment invités à donner suite avec rigueur et sans délai à ces recommandations de façon que les progrès accomplis puissent effectivement être évalués.
5. Il serait souhaitable que les participants à la vingt-septième Réunion définissent les thèmes qu'il conviendrait plus particulièrement d'examiner au sein de groupes de travail à la vingt-huitième Réunion. Par ailleurs, lors de la vingt-huitième Réunion, ils

---

\* Disponible uniquement en anglais, arabe et français, qui sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.

\*\* [UNODC/HONLAF/27/1](#).



voudront peut-être revenir sur des sujets qui ont déjà été débattus à de précédentes réunions, mais qu'il serait utile d'examiner plus avant ou sous un angle particulier. Cependant, ils préféreraient peut-être demander au Secrétariat de consulter de manière informelle les États participants afin de définir ces thèmes.

6. Dans sa résolution 56/10, la Commission des stupéfiants a prié les réunions de ses organes subsidiaires de contribuer au suivi de l'application, par les États Membres, de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue au niveau régional.

7. Dans cette même résolution, la Commission a encouragé les États Membres à examiner les compétences et la composition de leurs délégations aux réunions de ses organes subsidiaires, afin de couvrir les différents aspects du problème mondial de la drogue, à savoir la demande, l'offre et la coopération internationale, l'objectif étant de mener des débats de fond sur cette question.

8. L'Assemblée générale a tenu une session extraordinaire sur le problème mondial de la drogue du 19 au 21 avril 2016 et adopté le document final intitulé "Notre engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue" (résolution S-30/1 de l'Assemblée générale, annexe). Celui-ci contient une série de recommandations pratiques portant sur sept domaines thématiques. Les États Membres se sont déclarés résolus à prendre les mesures voulues pour donner suite aux recommandations pratiques, en étroite partenariat avec l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et la société civile, et à communiquer en temps voulu à la Commission des stupéfiants, en sa qualité d'organe directeur des Nations Unies chargé en premier lieu des questions relatives au contrôle des drogues, des informations sur les progrès réalisés dans l'application de ces recommandations. Les participants à la vingt-huitième Réunion pourront s'appuyer sur les résultats de la session extraordinaire pour aborder les questions liées au problème mondial de la drogue qui se posent aux plans national et régional.

9. En mars 2017, à sa soixantième session, la Commission des stupéfiants a décidé qu'elle tiendrait pendant sa soixante-deuxième session, prévue à Vienne, en 2019, un débat ministériel afin de faire le bilan de l'application des engagements communs pris pour aborder et combattre le problème mondial de la drogue, en particulier au regard de la date butoir de 2019 fixée dans la Déclaration politique. Les participants à la vingt-huitième Réunion pourront débattre de la suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action, et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue tenue en 2016, en ayant à l'esprit le débat ministériel qui se tiendra à la soixante-deuxième session de la Commission.

10. La vingt-huitième Réunion permettra également aux participants d'aborder les mesures adoptées par la Commission, comme suite à sa décision 60/1, prise en réponse au paragraphe 97 de la résolution 71/211 de l'Assemblée générale, dans laquelle cette dernière l'invitait à examiner la manière dont ses organes subsidiaires pouvaient davantage contribuer à l'application du document final de la session extraordinaire tenue en 2016.

---

## Annexe

### **Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-huitième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique**

1. Élection du Bureau.
  2. Adoption de l'ordre du jour.
  3. Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues.
  4. Application des recommandations adoptées à la vingt-sixième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique.
  5. Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail: [*à déterminer*].
  6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue tenue en 2016, en ayant à l'esprit le débat ministériel qui se tiendra à la soixante-deuxième session de la Commission des stupéfiants.
  7. Application de la décision 60/1 de la Commission des stupéfiants portant sur le renforcement de ses organes subsidiaires.
  8. Organisation de la vingt-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique.
  9. Questions diverses.
  10. Adoption du rapport.
-